

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Thématique accès au
droit - Attribution de subventions aux
associations pour 2019

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.076

Date de la convocation :
Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

L'accès au droit consiste à offrir, dans des lieux accessibles à tous, des services :

- d'information sur les droits et devoirs des personnes,
- d'orientation vers les structures chargées d'assurer ou de faciliter l'exercice des droits,
- d'aide à l'accomplissement des démarches nécessaires à l'exercice d'un droit ou l'exécution d'une obligation,
- d'assistance par un professionnel compétent au cours de procédures non juridictionnelles, devant certaines commissions ou devant certaines administrations.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte, depuis plusieurs années, une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur son territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2018 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2019, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations ou structures suivantes :

- HARJES
- Médiation 06
- Médiation Mosaïque
- SLV (MASP itinérante)
- CCAS de Vallauris (MSAP des Hauts de Vallauris)

HARJES réalise notamment au sein des 3 antennes de justice d'Antibes, Vallauris et Valbonne-Biot des permanences d'aides aux victimes d'infraction pénale et d'aide à la rédaction de documents administratifs.

Les deux actions de médiation familiale réalisées par Médiation 06 qui couvrent le territoire communautaire permettent l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce pour un règlement à l'amiable.

Les actions des deux Maisons des Services au Public (MSAP) déployées sur le territoire de la CASA ont pour mission d'apporter un soutien à l'accès aux services publics aux personnes qui en sont privées, soit en raison d'un isolement géographique ou de contraintes de mobilité, soit en raison d'une rupture avec les usages numériques imposés pour l'accès à certains services.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2019 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2018.

Considérant que les actions d'accès au droit menées par les structures HARJES, MEDIATION 06, MEDIATION MOSAIQUE, SLV et CCAS de Vallauris s'inscrivent dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019 ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2019 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux structures HARJES, MEDIATION 06, MEDIATION MOSAIQUE, CCAS de Vallauris et SLV ;

ACCES AU DROIT	HARJES Aide aux victimes Antibes/Valbonne/Vallauris	42 000 €
	MEDIATION 06 Médiation familiale Antibes/Valbonne/Vallauris	6 300 €
	MEDIATION MOSAIQUE Médiation familiale Moyen et Haut Pays	1 000 €
	SLV (MSAP Itinérante) Opio/Bar sur Loup/Pont du loup/Cipière	5 000 €
	CCAS Vallauris (MSAP hauts de Vallauris)	10 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations sus-citées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention aux structures HARJES, MEDIATION 06, MEDIATION MOSAIQUE, CCAS de Vallauris et SLV :

ACCES AU DROIT	HARJES Aide aux victimes Antibes/Valbonne/Vallauris	42 000 €
	MEDIATION 06 Médiation familiale Antibes/Valbonne/Vallauris	6 300 €
	MEDIATION MOSAIQUE Médiation familiale Moyen et Haut Pays	1 000 €
	SLV (MSAP Itinérante) Opio/Bar sur Loup/Pont du loup/Cipière	5 000 €
	CCAS Vallauris (MSAP hauts de Vallauris)	10 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations sus-citées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION HARJES – Action « Aide aux victimes »

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.** ,

ET

L'association dénommée HARJES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé au 31-33 rue Marcel Journet - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **HARJES**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, HARJES exerce notamment une mission relative à l'aide aux victimes d'infractions pénales et de litiges civils, de prévention de la récidive, d'accès au droit et de médiation.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 mai 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, HARJES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et d'aide aux victimes d'infractions pénales ou de litiges civils, ainsi qu'une mission de médiation.

Cette mission s'exerce dans le cadre de permanences réalisées au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan qui se font selon 3 axes : l'aide aux victimes et le soutien psychologique, d'une part, et l'aide aux démarches administratives et à la rédaction, d'autre part.

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association. A l'initiative de la C.A.S.A., HARJES participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

Les objectifs de HARJES sont les suivants :

- Accueillir, écouter, aider (psychologiquement et juridiquement), informer, orienter, accompagner des personnes victimes d'une infraction pénale ou ayant subi un préjudice dans une affaire civile ;
- Intervenir au plus près de la commission de l'infraction et chaque fois que possible, en proximité de la victime ;
- Offrir à la victime un accueil spécifique en urgence ou sur rendez-vous, et, en cas de nécessité, un déplacement en milieu hospitalier ou au domicile de la victime ;
- Offrir un soutien psychologique à la demande du juriste ou du coordinateur C.A.S.A.,
- Aider à la rédaction de courriers ou de démarches administratives pour les victimes d'infractions ou de litiges civils et, si besoin, les accompagner jusqu'au déroulement de l'instance judiciaire.

Les interventions de l'association HARJES se réalisent au rythme suivant :

AJ Antibes Juan-les-Pins		
Aide aux victimes	2 permanences / semaine	+ 1 permanence tous le 15 jours
Aide à la rédaction	1 permanence / semaine	
AJ Vallauris Golfe Juan		
Aide aux victimes	2 permanences / semaine	
Aide à la rédaction	1 permanence ./ semaine	+ 1 permanence tous les 15 jours
AJ Valbonne Sophia Antipolis/Biot		
Aide aux victimes	1 permanence /semaine	
Aide à la rédaction	1 permanence /semaine	

La durée de la permanence est équivalente au temps d'ouverture du service : soit 3h30.
En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement HARJES pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 126 302 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 130 00 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants d'HARJES pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou des responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 3 998 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association.

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que HARJES intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

HARJES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus, est de 42 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A., en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature), s'élève à 45 998 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues à l'article 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels – Evaluations intermédiaires

HARJES s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif et par territoire, de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre de victimes reçues pour la première fois dans le dispositif,
 - Nombre de personnes aidées,
 - Nombre total d'entretiens,
 - Nombres de permanences effectuées,
 - Nombre de soutiens psychologiques,
 - Nombre de diligences effectuées en direction des partenaires (services judiciaires, de police ou de gendarmerie, avocats, officiers ministériels, services sociaux, structures hospitalières, mairies, associations etc.).
- Indicateurs qualitatifs :
 - Nombre de victimes ayant la qualification de femmes victimes de violence conjugale et intrafamiliale,

- Nombre de partenaires associés et diversité des partenaires,
- Nombre de réunions d'information en direction des jeunes,
- Nombre de procédures d'urgence,
- Délai écoulé entre l'infraction et le premier contact,
- Nombre de suivis des années antérieures.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé régulièrement par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par HARJES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

HARJES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association HARJES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association HARJES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ HARJES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association HARJES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

HARJES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

HARJES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association HARJES s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARJES,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Pour le Président,

La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Bernard SEGUIN

Michelle SALUCKI

HARJES

3-2. BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20 19

Projet supplémentaire
(demande pluriannuelle)

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	1587	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		74- Subventions d'exploitation¹¹	126302
Achats matières et fournitures	952	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Autres fournitures	635	Ministère de la justice	54695
61 - Services extérieurs	8486	FIPD AAV	10000
Locations	2720	FIPD TGD	1429
Entretien et réparation	4103		
Assurance	710		
Documentation	953	Région(s) :	
		PACA	16250
62 - Autres services extérieurs	11347	Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2152	Département des alpes-maritimes TGD	1428
Publicité, publication	512	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Déplacements, missions	5891	CASA	42500
Services bancaires, autres	2792	Commune(s) :	
63 - Impôts et taxes	5845	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	5835		
Autres impôts et taxes	10	Fonds européens	
64- Charges de personnel	74898		
Rémunération des personnels	51441	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	22256	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1201	Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
66- Charges financières	263	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	2005	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES À L'ACTION		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES À L'ACTION	
Charges fixes de fonctionnement	21871		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	126302	TOTAL DES PRODUITS	126302
<p>La subvention de.....10000€ représente7,91% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION 06

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée MEDIATION 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé 7 avenue des Frères Roustan, les Florales, Bât A 06600 ANTIBES, représentée par Madame Michèle BRUYERE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **MEDIATION 06**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION 06 exerce notamment une mission de médiation familiale et médiation parents - adolescents afin de promouvoir une coparentalité efficace.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Ainsi, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des Antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis/Biot et de Vallauris Golfe Juan.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MEDIATION 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences réalisées dans les Antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis/ Biot et de Vallauris Golfe Juan.

Les permanences de médiation familiale réalisées dans les antennes portent sur de l'information ; les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Antibes.

Les objectifs de MEDIATION 06 sont les suivants :

A l'antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins

La réalisation :

- D'une permanence hebdomadaire
- et
- D'une permanence tous les 15 jours.

La durée de la permanence est équivalente au temps d'ouverture du service : soit 3h30.

Une permanence en médiation familiale pénale en temps réel, sur demande du Procureur de la République et sur la base de trois heures hebdomadaires, est réalisée à l'Antenne de Justice d'Antibes Juan-les-Pins.

En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par MEDIATION 06. A l'initiative des services de la C.A.S.A., MEDIATION 06 participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 17 481 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 18 839.€.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite de locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2^{ème} Avenue - Quartier Nova Antipolis ;

Les bureaux y sont équipés d'un mobilier classique et les intervenants de MEDIATION 06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 1 358 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que MEDIATION 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

MEDIATION 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature), est de 6 300 €.

Le soutien financier total de la CASA, en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 7 658 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires

MEDIATION 06 s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues :
 - informations volontaires ;
 - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
 - médiations pénales.
- Nombre de séances :
 - informations volontaires ;
 - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
 - médiations pénales ;
 - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information volontaire ;
 - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information conjointe ;
 - nombre d'accords écrits ou oraux réalisés à l'issue d'une médiation pénale ;
 - nombre de retraits de plainte à l'issue d'une médiation pénale.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION 06.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

MEDIATION 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association MEDIATION 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association MEDIATION 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ MEDIATION 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association MEDIATION 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MEDIATION 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

MEDIATION 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association MEDIATION 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association MEDIATION 06,
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
Pour le Président,

La Vice- présidente déléguée à la Politique de la Ville

Michèle BRUYERE

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année 2019

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	120	70 – Prestation de services CAF-MSA TGI Pénal	5671 3910
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	120	74- Subventions d'exploitation¹¹	7900
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	109		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat : Ministère de la Justice	800
Assurance	93	-	
Documentation	16	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	3369	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3000	Département : Conseil Départemental 06	800
Publicité, publication	38	-	
Déplacements, missions	227	Intercommunalité(s) : EPCI C.A.S.A.	6300
Formation, Supervision,	104	-	
63 - Impôts et taxes	72	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	72	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	4501	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	3150	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	1323	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	28	Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	2956		
Frais financiers			
Autres	6354		
TOTAL DES CHARGES	17481	TOTAL DES PRODUITS	17481
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹²			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	1358	87 - Contributions volontaires en nature	1358
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	1358	Prestations en nature	1358
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	18839	TOTAL	18839

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION MOSAÏQUE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée MEDIATION MOSAÏQUE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé Résidence « le Souleihado » - 80 avenue Georges Pompidou – Quartier des quatre-chemins 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Raymond OSENDA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **MEDIATION MOSAÏQUE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION MOSAÏQUE favorise, développe et promeut la création d'espace de médiation familiale afin de promouvoir une construction ou reconstruction du lien familial.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par un intervenant qualifié au sein de son siège social.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences au sein de son siège social.

Les permanences de médiation familiale réalisées portent sur de l'information et les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Grasse et par des déplacements personnalisés à la demande à domicile.

Les objectifs de MEDIATION MOSAÏQUE sont les suivants :

- restaurer la communication, créer ou recréer des liens lorsque les membres de la famille sont en rupture, en conflit,
- mettre en place un temps d'écoute, d'échange et de négociation permettant d'aborder les problèmes liés à un conflit familial, prendre en compte de manière très concrète les besoins de chacun, et notamment ceux des enfants,
- travailler la souffrance du conflit et préparer la reprise d'une communication dans leur intérêt et celui de leurs enfants,
- favoriser l'exercice commun de l'autorité parentale et l'affirmation d'une responsabilité durable des parents quelle que soit l'histoire de leur couple.

Ces permanences sont assurées par un intervenant qualifié dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente. A l'initiative des services de la CASA, MEDIATION MOSAÏQUE participera ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION MOSAÏQUE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 16 743 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 16 913 €.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association MEDIATION MOSAÏQUE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association MEDIATION MOSAÏQUE par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre d'entretiens individuels d'information ;
- Nombre de séances de médiation familiale ;
- Nombre de suites des mesures ;
- Lieux de résidence des usagers ;
- Origine des médiations ;
- Nombre d'ordonnances et de jugements adressés par les Juges aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Grasse ;
- Le nombre de personnes fréquentant le service et résidant sur le territoire couvert par la juridiction du TGI de Grasse.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Association MEDIATION MOSAÏQUE à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION MOSAÏQUE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association MEDIATION MOSAÏQUE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association MEDIATION MOSAÏQUE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ MEDIATION MOSAÏQUE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association MEDIATION MOSAÏQUE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la

subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

MEDIATION MOSAÏQUE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
MEDIATION MOSAÏQUE,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de
la Ville

Raymond OSEDA

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	980	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	9 553
Prestations de services	280	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	420	74- Subventions d'exploitation¹¹	7 190
Autres fournitures	280	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	1 369		
Locations	1 114	Droit commun :	
Entretien et réparation	98	Etat :	
Assurance	35	- Ministère de la Justice	3 000
Documentation	122	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	2 252	- PACA	560
Rémunérations intermédiaires et honoraires	420	Département(s) : Alpes-Maritimes	630
Publicité, publication	70	-	
Déplacements, missions	560	Intercommunalité(s) : EPCI ¹² CASA	3 000
Services bancaires, autres	1 202	-	
63 - Impôts et taxes	218	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	218	Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	11 924	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	8 433	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	3 491	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	0
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	16 743	TOTAL DES PRODUITS	16 743
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	170
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	170	Dons en nature	
TOTAL	16 913	TOTAL	16 913

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION SOPHIA LOISIRS VIE (S.L.V)

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée C.A.S.A.,

ET

L'association dénommée Sophia Loisirs Vie régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser l'accès à la culture, à la médiation numérique, aux loisirs, aux services et à l'intergénérationnel par le biais d'actions, d'ateliers, d'organisations et de stages pour tous les publics, dont le siège social est situé Rue de la Vigne Haute - Ferme Bermond - BP 109 - 06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Madame Joëlle BOUHELIER agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **S.L.V.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire et de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'association Sophia Loisirs Ville, S.L.V, exerce notamment une mission relative au développement de la culture numérique et favorise le lien social à travers différentes actions culturelles et pédagogiques.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.) assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives, situé en itinérance sur les communes du Moyen et du Haut Pays. Ces communes, dont les besoins seront étudiés en amont, devront être en capacité de mettre à disposition un local adapté à la mise en place de cette action. Elles devront parallèlement s'acquitter d'une d'adhésion de 100 € auprès de l'association S.L.V. Les communes de Cipières, Gourdon, Le Bar-sur-Loup et Opio ont d'ores et déjà conclu une convention de mise à disposition de locaux. D'autres communes contactées ont déjà manifesté leur souhait de rejoindre cette démarche ultérieurement (Châteauneuf-de-Grasse, et Tourrettes-sur-Loup par exemple).

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 3 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association S.L.V. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives et l'appropriation des outils numériques.

La Maison de Services au Public itinérante du Moyen/Haut Pays a donc pour objet :

- De soutenir à la dématérialisation et aux usages numériques un public éloigné des services publics de proximité ; pour ce faire elle met à disposition du matériel et propose un accompagnement pour son utilisation ;
- D'accompagner les usagers dans leurs démarches en ligne : CAF, Pôle Emploi, déclarations et paiement impôts sur le revenu ;
- De renforcer le partenariat avec les acteurs de l'insertion par le biais d'actions autour de l'outil informatique et numérique afin de répondre aux difficultés administratives et sociales des administrés.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association S.L.V. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue, pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association S.L.V. s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 36 495 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association S.L.V. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000€.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte l'association S.L.V. par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

S.L.V. s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes reçues par la MSAP ;
- Nombre d'usagers par commune, par âge, par sexe, type de demande, réponses apportées ;
- Nombre d'interventions sur les différents volets : missions de premier niveau MSAP (CAF, Pôle emploi, MSA, CARSSAT...), cohésion sociale pour la partie PLIE, Mission Locale Antipolis et prévention Jeunesse CASA.

Indicateurs qualitatifs :

- Degré d'implication, de participation, qualité des échanges entre les usagers et les professionnels ;
- Impact individuel de l'action (au besoin à l'aide de la réalisation d'un sondage auprès des administrés ayant fréquenté la structure) ;
- Amélioration des usages numériques.

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de la MSAP, tel qu'initialement défini, est bien respecté et que la réponse apportée par cette action répond de manière efficace aux besoins du territoire.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

Cette évaluation porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

S.L.V. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association S.L.V. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association S.L.V. remettra à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'Association S.L.V. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association S.L.V., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

S.L.V. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, S.L.V. mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

S.L.V. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association SLV s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association S.L.V.,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice-présidente Déléguée à La Politique de la Ville

Joëlle BOUHELIER

Michelle SALUCKI

SLV-MSAP

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	500	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	400	74- Subventions d'exploitation⁶	35500
Autres fournitures	100	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	5675		
Locations	4475	Droit commun :	
Entretien et réparation	200	FNADT	11750
Assurance	1000	FIO	11750
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	920	-dispositif Sud Lab	2000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		département	
Publicité, publication	200		
Déplacements, missions	300		
Services bancaires, autres, téléphone	420		
63 - Impôts et taxes		CASA Cohésion sociale	5000
Impôts et taxes sur rémunération,		CASA développement économique	5000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	29400	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	17350	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	12050	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	750
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	750
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels(fond propre)	245
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	36495	TOTAL DES PRODUITS	36495
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁷			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	10000	Prestations en nature	10000
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	46495	TOTAL	46495

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DE VALLAURIS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président, conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'Etablissement public communal dénommé Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris ayant pour but la mise en œuvre de la politique sociale sur la commune, situé Avenue du stade – 06220 VALLAURIS, représenté par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de l'établissement en sa qualité de Présidente ;

Ci-après désigné **C.C.A.S. de Vallauris**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris est un établissement public qui exerce une mission générale de prévention et de développement social sur l'ensemble de la commune.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.), situé au cœur du quartier prioritaire des Hauts de Vallauris, assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 3 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Centre Communal d'Action Sociale de Vallauris s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives.

La Maison de Services au Public des Hauts de Vallauris a donc pour objet :

- De renforcer la visibilité de l'institution publique au cœur du quartier prioritaire afin qu'elle y déploie ses missions de services à la population, dans un souci permanent de laïcité ;
- D'assurer des permanences de partenaires institutionnels et associatifs capables de répondre aux difficultés administratives et sociales des habitants du quartier ;
- De développer des actions de médiations sociales, d'information sur la laïcité et le « vivre ensemble ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.C.A.S. de Vallauris pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, le C.C.A.S s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 70 021 €, conformément au budget prévisionnel transmis.

Le C.C.A.S de Vallauris s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'exercice.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le C.C.A.S. de Vallauris reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte du C.C.A.S. de Vallauris par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs de la MSAP, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, le C.C.A.S de Vallauris s'engage à communiquer un bilan annuel de son activité mentionnant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs spécifiques à chaque action :

▪ **Quantitatifs :**

- Nombre d'usagers par tranche d'âge, par statut (actif ayant un emploi, inactif, demandeur d'emploi, étudiant) par genre, reçus à la MSAP,
- Nombre de partenaires par thématique, ayant des permanences à la MSAP,
- Nombre d'ateliers collectifs par an, organisés par la MSAP,
- Nombre de réorientations vers le C.C.A.S de Vallauris, la MSD, Relais de femmes, l'EVS, IGS, les autres services de la mairie, le service politique de la ville,
- Nombre de réunions de coordination avec les acteurs du secteur social,
- Nombre d'ateliers informatiques développés et animés par la MSAP.

▪ **Qualitatifs**

- Evolution de la nature des demandes par grandes thématiques,
- Dans la perspective de procéder à une évaluation/régulation, qualité des échanges sur les bénéfices de l'action vis-à-vis des usagers en lien avec les principaux partenaires locaux (services de l'Etat, des collectivités locales et les associations).

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de la MSAP, défini initialement, est bien respecté.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le C.C.A.S. de Vallauris s'engage :

A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles. Celui-ci définit le champ d'application de la comptabilité M22 qui s'applique aux établissements et services du secteur médico-social.

Sont concernés :

*« Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou **centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'usagers, ou d'autres établissements et services** ».*

Plus particulièrement, le C.C.A.S. de Vallauris remettra à la C.A.S.A. ses comptes administratifs, sous un mois après leur vote. En outre, il communiquera une version détaillée et analytique de ses comptes annuels. Ce dernier est réalisé par la direction financière de la commune, conformément aux règles budgétaires M22.

Le C.C.A.S de Vallauris s'engage à fournir le compte rendu financier propre à l'exercice, signé par la Présidente ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation.

Si le C.C.A.S. de Vallauris est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par le trésorier principal, il s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.C.A.S. de Vallauris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La C.C.A.S. de Vallauris s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le C.C.A.S. de Vallauris mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

La C.C.A.S. de Vallauris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), Le CCAS de Vallauris s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Il s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour le Centre Communal
d'Action Sociale de Vallauris,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,

Michelle SALUCKI

Jean LEONETTI

Commission: 10000€

CCAS de Vallauris

Maison de service au Public
des hauts de Vallauris 7

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1700	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1400	74- Subventions d'exploitation ¹¹	
Autres fournitures	300	Participation Etat emploi d'avenir	0
		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	6 180	CASA	10 000
Locations	1200	Droit commun :	
Charges locatives et de copropriété	2800		
Maintenance divers (coût copies)	910	Etat : FNADT	25 000
Assurance	970	-	
Prestation à caractère medico-social	300	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	2 600	-	
Frais de télécommunications	2 600	Département(s) :	10 000
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	24 021
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	57 091	- CAF	1 000
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	43960	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	13 131	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	2450	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	70 021	TOTAL DES PRODUITS	70 021
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
TOTAL	70 021	TOTAL	70 021

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit au minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_076
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique accès au droit - Attribution de subventions aux associations pour 2019
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Yo54K1j

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_076
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : ThÃ©matique accÃ©s au droit - Attribution de subventions aux associations pour 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 10

99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_5.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_6.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_7.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_8.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_9.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_10.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_076-DE-1-1_11.PDF

N